



Comité économique et social européen
Groupe des travailleurs

Vilnius, le 1^{er} juillet 2013

Déclaration sur les conclusions de la réunion du Conseil européen
des 27 et 28 juin 2013

Le Groupe des travailleurs, réuni à Vilnius ce 1^{er} juillet 2013,

- **constate** que le Conseil européen semble avoir choisi de tenir désormais à l'adresse des citoyens un discours conscient de la gravité de la situation, émaillé de préoccupations sociales, visant la croissance et l'emploi, prévoyant des mesures positives, admettant plus clairement que l'Union économique et monétaire doit avoir une véritable dimension sociale et reconnaissant l'importance du dialogue social ;
- **regrette** que nos décideurs aient attendu que le chômage, la pauvreté, la récession, le maintien de l'exposition des économies nationales aux attaques des spéculateurs, le déni de la solidarité, la perte de confiance en l'Union européenne et le risque de jeter les électeurs dans les bras des populistes prennent pareille ampleur pour commencer à s'écarter, fût-ce en paroles, de l'idéologie de l'austérité brute. Les syndicats européens ont toujours dit que celle-ci serait à la fois contraire à l'objet du traité, injuste, d'une cruauté révoltante et économiquement néfaste ;
- **s'inquiète** des délais de mise en œuvre des meilleures mesures évoquées et rappelle que nos gouvernements ont été capables d'engager en quelques heures des sommes colossales prélevées sur les fonds publics pour sauver des institutions bancaires coupables, au minimum, d'une inconscience effrayante. Ils ne devraient pas mettre des mois ou des années à prendre et surtout à mettre en œuvre les décisions nécessaires pour préserver nos économies nationales, donner une vraie dimension sociale à l'Union et ne pas abandonner par millions des jeunes au chômage ;
- **attend** des chefs d'État et de gouvernement qu'ils mettent en pratique localement ce dont ils prétendent convenir lorsqu'ils sont ensemble à Bruxelles : le dialogue social, les accords entre partenaires sociaux et le respect de ces accords, à tous niveaux, sont l'une des clés de la sortie de crise économique, sociale et politique. Or il ne se passe pas un jour, jusqu'à aujourd'hui même, sans que nos organisations se plaignent à juste titre de ce que des autorités, au lieu de renforcer une tradition de concertation qui a fait la force de l'Europe et de s'appuyer sur ce que peuvent apporter les travailleurs européens eux-mêmes, les traitent avec un mépris arrogant.
- **invite** la Présidence lituanienne à rappeler à toute occasion que l'Union européenne a pour objet le bien-être de ses peuples, à veiller à ce que toute décision du Conseil y tende effectivement et à déployer les moyens de communication voulus pour le faire savoir aux citoyens.

FR